

Transports aériens

économie plus novatrice et plus concurrentielle sur les marchés intérieur et international. Les politiques de transport bien conçues et efficaces que nous avons eues par le passé et la nécessité et la capacité de les améliorer pour répondre aux besoins présents et futurs du Canada nous démontrent pourquoi nous devons continuer d'avoir un gouvernement fédéral puissant qui ne soit pas seulement l'un des onze gouvernements de cette étendue de terre que l'on appelle le Canada, mais qui soit plutôt un gouvernement national puissant œuvrant dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Gray: En guise de conclusion, je dis que la motion de l'opposition, telle qu'expliquée par le chef de l'opposition, va à l'encontre de cet objectif essentiel pour notre pays et sa population. J'estime donc qu'elle ne doit pas être appuyée. Nous devons voter contre et poursuivre nos efforts pour appliquer des politiques visant à conserver un gouvernement central puissant capable de relever les défis posés au Canada et d'exploiter ses ressources humaines.

● (1712)

M. Thomas Siddon (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux d'adresser la parole à la Chambre même si les députés sont forts peu nombreux aujourd'hui. J'aurais aimé que le ministre soit ici pour entendre mes observations parce que j'ai certaines choses à lui dire. Par ailleurs, je suis heureux d'être ici en même temps que le chef de l'opposition (M. Clark) et mon distingué collègue de Hamilton-Wentworth (M. Scott) et d'appuyer la motion à l'étude.

Cette motion de censure concerne l'échec des ministériels pour ce qui est de mettre en œuvre une politique de transports aériens concurrentiels qui tienne compte des aspirations légitimes et justifiées des lignes aériennes du secteur privé. De fait, la motion condamne le gouvernement pour son refus continu de faire autre chose qu'appuyer en théorie le principe pourtant bien raisonnable voulant que les lignes aériennes du secteur privé devraient être beaucoup plus libres de livrer concurrence à Air Canada. Nous croyons plus précisément que les lignes aériennes du secteur privé devraient pouvoir obtenir une beaucoup plus grande part du marché qu'à l'heure actuelle et qu'à l'avenir, l'expansion devrait favoriser presque uniquement les compagnies du secteur privé.

J'aimerais aujourd'hui parler de la lutte longue et ardue livrée par CP Air, qu'on appelait auparavant la Canadian Pacific Airlines, et qui, comme les députés le savent, est le seul transporteur aérien international du Canada à faire partie du secteur privé. Malgré les nombreux services qu'il rend aux Canadiens depuis plus de 36 ans, CP Air ne peut offrir aujourd'hui que le tiers des services offerts par son principal rival, Air Canada, qui appartient à l'État.

Ces politiques injustes et inéquitables de discrimination contre les lignes aériennes du secteur privé comme CP Air sont attribuables au ministre actuel des Transports (M. Lang) et à son prédécesseur M. Marchand. Depuis 1973, ces ministres ont fait preuve de beaucoup d'adresse. D'une part, ils ont annoncé à plusieurs reprises de nouvelles initiatives qui semblaient favoriser les aspirations de CP Air pour ce qui est d'obtenir une plus large part des routes aériennes.

D'autre part, ces mêmes ministres des Transports ont chaque fois manqué à l'engagement qu'ils avaient pris en

public en approuvant des recommandations et des politiques de la CCT qui étaient extrêmement avantageuses pour Air Canada et généralement désavantageuses pour CP Air. Il serait bon d'examiner en détail tout ce qui s'est passé à cet égard et j'ai l'intention d'y revenir plus tard et de citer quelques exemples précis.

Monsieur l'Orateur, comme ceci pourrait être considéré comme mon premier discours à la Chambre, je vous saurais gré de me permettre de digresser pendant quelques instants. C'est certes pour moi un grand honneur et une grande responsabilité que d'être élu pour représenter à la Chambre des milliers de citoyens de la circonscription de Burnaby-Richmond-Delta en Colombie-Britannique. J'espère nouer les liens d'une saine et enrichissante camaraderie avec tous les députés de la Chambre et j'entends m'acquitter de mes fonctions avec assiduité, honneur et dignité.

Toutefois, je m'en voudrais de ne pas signaler le caractère de mon mandat au cours des prochains mois. J'ai été élu pour venir ici exprimer l'insatisfaction de mes commettants à propos des agissements du gouvernement actuel au cours de ses derniers moments au pouvoir. J'ai été élu pour aider à exposer l'ineptie, l'inefficacité et l'attitude impitoyable dont a fait preuve l'administration actuelle au cours de ces dix années où elle a dominé la Chambre.

Les électeurs de ma circonscription ont parlé, comme l'ont fait beaucoup d'autres Canadiens dans au moins dix circonscriptions un peu partout le 16 octobre. Les Canadiens demandent qu'on revienne à une gestion intègre et efficace de l'économie canadienne et de nos ressources humaines et naturelles. Les Canadiens sont las de ce gouvernement en faillite et à la dérive. Ils sont las de voir réduire sans cesse leurs droits et libertés individuels par un gouvernement de plus en plus autoritaire et centralisateur. Ils sont las de sa surréglementation socialisante du secteur privé, des impôts excessifs et du gaspillage éhonté des deniers publics, dont il ne reste rien, à part une dette énorme. Ils ont peur de la tendance que manifeste de plus en plus ce gouvernement coupable qui se rabat sur le secret en brisant les traditions parlementaires et ils voient diminuer l'espoir dans l'avenir de leur pays. Mes commettants ne veulent plus d'un gouvernement mené par des bureaucrates soucieux de s'édifier des empires, qui ont fait garantir leur sécurité d'emploi par des décennies de domination libérale à Ottawa, une domination qui attache très peu d'importance aux problèmes et aux aspirations des Canadiens de l'Ouest.

Les Canadiens ont dit ce qu'ils pensaient le 16 octobre. Ils réclament un nouveau gouvernement national capable de leadership. Ils veulent un leadership qui tienne compte des espoirs et des rêves de tous les Canadiens, et non pas simplement d'une minorité. Ils veulent être soulagés d'un fardeau fiscal trop lourd, d'une réglementation qui étouffe leur esprit d'indépendance depuis 10 ans, depuis que le premier ministre actuel (M. Trudeau) est au pouvoir. Ils veulent que cessent le gaspillage, les lenteurs administratives et les extravagances du gouvernement actuel. Ne vous y trompez pas; une seule philosophie politique reconnaît que la productivité et la prospérité ne peuvent être le fait que de gens travailleurs, libres de toute contrainte imposée par le gouvernement. Et il y a actuellement un seul chef national capable de former l'équipe qui saura